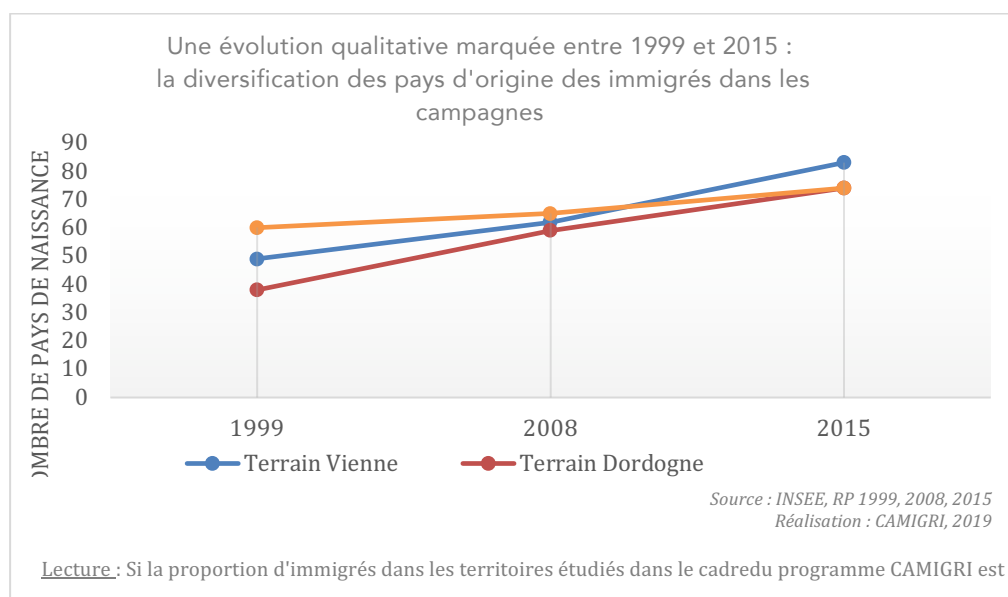


Quand les migrations entrent en campagne

En France, la plupart des études migratoires sont concentrées sur les villes. Pourtant, de nombreuses communes rurales prennent part aujourd'hui à l'accueil et la prise en charge de populations migrantes. Au détour de nos enquêtes, nous découvrons l'existence d'un cours de langue française dispensé par des bénévoles d'un bourg rural discret de la Vienne. Nous sommes d'emblée surpris par la diversité des origines et des profils des « apprenants ». Ils sont Anglais, Bulgare, Thaïlandais, Afghan, Erythréen, Roumain... et comptent parmi les nouveaux habitants de ce territoire rural.

Plus que par le passé, les campagnes françaises sont en effet concernées par l'ampleur et la diversification des mouvements migratoires de portée internationale. La présence ancienne d'immigrés sud-européens et maghrébins est renouvelée par les dynamiques de mobilités résidentielles vers les campagnes françaises telles que la périurbanisation. Les arrivées de saisonniers agricoles étrangers sont également un phénomène ancien qui se poursuit et s'accompagne d'une diversification des pays d'origine (Europe de l'Est notamment). Se sont également ajoutés de nouveaux résidents d'origine nord-européenne et plus récemment des demandeurs d'asile originaires de pays « en crise » (Erythée, Soudan, Syrie, Afghanistan notamment). Il en résulte une diversification des profils de migrants dont les parcours et les modes d'insertion locale demeurent largement méconnus.



Une grande partie de ces migrations échappent aux représentations communes des populations des campagnes françaises car elles sont statistiquement peu visibles à l'échelle nationale tout autant qu'à l'échelle locale, du fait des temporalités de présence et de modes d'habiter spécifiques. Dans le cadre de l'étude CAMIGRI conduite en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, le recours à des études locales marquées par des présences répétées sur un temps suffisamment long permet ainsi d'observer des lieux de rencontre singuliers qui dévoilent la capacité des mondes ruraux à puiser des ressources spécifiques pour accompagner et organiser l'accueil de nouvelles populations.

À l'échelle d'un département comme celui de la Vienne (86), jusqu'à présent, l'immigration sur le territoire était surtout connue pour la présence de Britanniques, à la fois discrète et investie dans la restauration de demeures anciennes et le développement de l'économie touristique. Moins visible encore et tout autant active sur ce territoire, c'est surtout la main-d'œuvre agricole nécessaire au développement des filières agricoles, essentiellement constituée de saisonniers étrangers qui interrogent les capacités d'accueil des sociétés locales. Comment loger les saisonniers au sein d'un territoire carencé en hébergement temporaire et dans un contexte d'allongement de la durée des saisons (récolte des melons, puis celles des fraises, des tomates...) ? Alors que cette circulation migratoire, qui lie maintenant depuis plusieurs années les campagnes de la Vienne aux Pays de l'Est de l'Europe, tend à s'installer durablement, les habitants des petites communes rurales organisent spontanément leur propriété en gîtes ruraux ou terrains de camping improvisés. Les migrations internationales contreviennent ici à l'image d'un milieu rural en déclin. Elles révèlent plutôt tout le potentiel de ces territoires qui démontrent ici une capacité d'initiative par les dynamiques de reconversion et d'adaptation que les agriculteurs mettent en place pour faciliter l'installation de populations étrangères,

seul rempart à la déprise démographique qui touche leur secteur d'activités. Le dynamisme de ces territoires agricoles est également attesté par l'attractivité qu'exercent aujourd'hui ces espaces chez des néo-paysans en quête de terres agricoles disponibles. Ils sont majoritairement originaires des Pays-Bas, de Belgique et de Suisse et tournés vers la production biologique.

Dans ce même département, l'implantation récente d'un AT-SA (Accueil Temporaire Service de l'Asile) destiné à accueillir des exilés de la « Jungle de Calais » a inscrit localement le débat sur la gestion de la « crise migratoire » de 2015. En réaction à certaines formes de rejet, le tissu associatif local s'est recomposé pour conduire à la création d'un collectif de soutien aux exilé.e.s. La pluralité des profils des personnes engagées (en termes d'âge, de niveau de qualification, de profession et de trajectoire individuelle) dans ces actions souligne toute la diversité des habitants qui composent aujourd'hui les campagnes françaises.

Plus largement, en écho aux débats sur le dépeuplement des campagnes ou bien encore à ceux sur l'intégration des exilés, les balbutiements des structures associatives engagées dans l'accueil ont laissé place à de nouveaux questionnements autour du devenir des personnes déboutées de la procédure de demande d'asile. À l'origine de clivages et de ruptures, ces situations administratives conduisent des citoyens à contester la procédure d'expulsion et à défendre l'intégration locale des exilés. À l'échelle nationale, on observe l'importance du développement du dispositif dit « 100 pour 1 toit ». Il repose sur un principe de cotisation mensuelle de la part de 100 personnes permettant le financement d'un logement pour des personnes déboutées de l'asile. Ce dispositif met en lumière de nouveaux ressorts de l'engagement dans le monde rural.



Dalanda, demandeuse d'asile, et Benoît, apiculteur bio, cherchent les reines dans les ruches. Grâce au programme « Planter pour s'implanter, » initié par le CADA du Carla-Bayle, Dalanda, alors logée avec ses enfants dans une antenne au Fossat, rencontre une fois par semaine Benoît afin de participer à une activité pour tromper le désœuvrement lié à sa condition : interdiction de travailler, de conduire, difficulté à parler français et sentiment d'isolement et d'attente. Une relation de confiance simple et souvent silencieuse est née. Daumazan-sur-Arize, Avril 2019 Crédit photo : (c) Céline Gaille / Hans Lucas pour le projet Camigri - CNRS

Équipe Camigri

CAMIGRI « Campagnes françaises dans la dynamique des migrations internationales » est un projet de recherche financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et la Région Nouvelle-Aquitaine. Coordonné au sein du laboratoire Migrinter (CNRS-Université de Poitiers), il implique une équipe de 10 chercheurs géographes. Plus d'informations : <https://camigri.hypotheses.org>